

LA SITUATION ACTUELLE AU PORTUGAL: UN POINT D'APPUI MAJEUR POUR L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

(PARTIE II)

LES COOPÉRATIVES DE PRODUCTION SUR LES TERRES OCCUPÉES DU SUD .

Les Comités PROPV ont mené une enquête de masse, cet été, auprès de 4 coopératives: 3 situées dans la région d'Évora (dans l'Alentejo), et 1 située plus près de Lisbonne (dans le Ribatejo).

*

Cette région a connu, depuis 1975, de grands bouleversements. Le vaste mouvement de masse politique des travailleurs des campagnes a porté des coups au système social hérité du fascisme, en occupant la grande majorité des terres, et en s'organisant en coopératives de production pour cultiver collectivement les terres occupées. En 1977 la question ouverte à propos de ce mouvement, était: poursuite de la «révolution démocratique et populaire» ou marche vers le capitalisme !

Sous le fascisme et jusqu'en 1975, cette région était une région de grandes propriétés latifundiaires. Pour l'ensemble des terres du Sud (Algarve excepté), les exploitations de plus de 1000 ha couvraient 40 % de la surface consacrée à l'agriculture. Beaucoup de terres restaient en friche, abandonnées. Les rendements à l'hectare étaient relativement bas, les investissements peu importants. Ce qui rapportait, c'était l'énorme étendue des terres cultivées, et la grande quantité de travailleurs agricoles employés. La plupart de ces gros propriétaires fonciers étaient des absentéistes et vivaient à la ville: qu'ils soient des propriétaires étrangers (par exemple de nombreux capitalistes anglais possédaient des terres du Sud); ou des banquiers, ou des industriels. Ils louaient donc leurs terres pour les faire exploiter: soit l'ensemble à un gros fermier; soit des parcelles à de petits et moyens fermiers. Dans certains cas, ils les mettaient en exploitation directe sous l'autorité d'un régisseur embauchant de nombreux salariés agricoles. Mais les travailleurs permanents étaient en nombre très réduits (parfois 2 ou 3 pour 1000 ha !); tous les autres étaient recrutés selon le système de la «praça de jornas»: le régisseur allait chaque jour choisir sur le place du village les journaliers dont il avait besoin.

Pour le peuple des campagnes, la situation était une situation de misère atroce, de chômage permanent, qui lui était imposée par la présence policière de la GNR et de la PSP fascistes, quadrillant les campagnes, les villages. Les salariés agricoles, complètement sans terres, composaient à peu près 75 % de la population active. Leur grande majorité (dont les femmes) étant à demi-chômeurs, souvent employés seulement pour une récolte.

Ils n'avaient aucun droit social, ni politique: ni assurances sociales, ni jours de repos, ni droit de former des associations, encore moins de se réunir (le système corporatiste fasciste faisait que les propriétaires «représentaient» les travailleurs agricoles).

Il y eut de grands soulèvements du peuple des campagnes sous le fascisme. En particulier en 1962, 200 000 travailleurs se mirent en grève, dans tout l'Alentejo, pour arracher aux propriétaires le droit à la journée de travail de 8 heures, sans y parvenir sauf dans quelques districts. En 1950 ils avaient obtenu par des grèves acharnées, des premières augmentations de salaires.

Dans les dernières années du fascisme, la culture des terres est partiellement réorganisée par les propriétaires par souci de rentabilité. Les grands troupeaux de bétail, soignés par des bergers qui ont un travail très solitaire et très pénible sur de vastes domaines, continuent à être élevés ainsi, par les gros fermiers surtout. Mais le prix du blé (qui était protégé par l'État fasciste) ayant baissé, la culture du blé sur grandes surfaces est, dans de nombreux endroits, abandonnée au profit des plantations de chêne-liège, qui a le plus fort rendement à l'hectare. Les zones irriguées sont également développées, en liaison avec la mise sur pied d'une industrie de conserverie par les capitalistes (en particulier Anglais: Hertz et Cie, et Allemands) Le riz et la tomate en sont les 2 produits principaux. Cette double transformation renforce l'horrible situation de chômage et d'exploitation forcenée des salariés agricoles sur des terres pourtant riches, surtout là où elles sont irriguées.

LE MOUVEMENT D'OCCUPATION DES TERRES

Ce mouvement commence dans l'Alentejo, en Mars 1975, dans le district de Montemor-O-Novo (près d'Évora), au moment où les mouvements de masse ouvriers et populaires des villes ont déjà livré de grands combats politiques. Le mouvement du peuple des campagnes a des caractéristiques communes avec ces mouvements des villes.

Ce sont des travailleurs agricoles, des chômeurs, et des femmes qui envahissent en manifestations les bâtiments des grands latifundiaires; les propriétaires, les régisseurs disparaissent. Tout ce qui leur appartient (bâtiments, machines, etc...) passe aux mains de ceux qui occupent. Ceux-ci se sont organisés, pour l'occupation, en Commissions de Travailleurs, du même type que celles des villes - librement élues et révocables - proches, dans ce cas, de l'assemblée générale des travailleurs elle-même.

Ce mouvement s'étend sans cesse au cours de l'année 75, jusqu'à l'occupation d'un million d'hectares, et à la constitution d'environ 300 coopératives de production. La dimension de ces coopératives varie selon la quantité de terres que les travailleurs regroupés pour occuper, cultivaient auparavant. Les plus grandes coopératives se situent dans



Les travaux réalisés par la coopérative «désannexée» de Moura : aplanissement d'une terrasse au bulldozer, et préparation du terrain pour l'irrigation.

les zones du Nord de Beja, et du Sud d'Évora. Dans ce cas, les coopératives peuvent avoir de 15 000 ha à 20 000 ha. Les coopératives où nous avons mené l'enquête, étaient ainsi respectivement de 13 000 ha; 16 000 ha; 900 ha; et 8000 ha. La coopérative connue comme «la plus grande d'Europe» celle d'Escoural, dans la région d'Évora, couvre 20 000 ha.

*

- Les premiers objectifs de masse, avec l'occupation des terres, c'est de réorganiser le travail, d'étendre la surface cultivée (et souvent de développer l'irrigation), pour, fondamentalement, **que tout le monde dans les villages ait du travail**. Cet objectif est immédiatement presque complètement réalisé. le chômage est massivement résorbé; la production augmente dès l'année 1975.



Discussion avec les travailleurs agricoles d'une coopérative (été 77).

- Le contrôle sur les terres occupées, la propriété du sol et des machines sont collectifs, c'est-à-dire que leur utilisation est de fait collective, en communauté. Les formes d'organisation qui sont alors mises sur pied sont de type démocratique révolutionnaire: les travailleurs sont organisés par secteurs des terres travaillées, en **groupes de travail**, qui élitent une **Commission Directrice**, à qui est confiée la gestion d'ensemble de la coopérative (organisation de la production, comptabilité, paiement des salaires). Le point de vue de masse est que les groupes de travail, sous la responsabilité d'un chef d'équipe, doivent organiser et discuter collectivement le travail; que les membres des Commissions Directives doivent rendre compte de toutes leurs activités, et prendre part au travail avec les autres. Comme nous le disait un travailleur: «il faut que nous sachions ce qu'ils font du temps qu'on leur laisse, à quoi il est réellement employé».

La volonté de démocratie de masse, l'enthousiasme à travailler sur des terres qu'ils contrôlent sont extraordinaires.

- Les cultures sont étendues, mais demeurent à peu près les mêmes: blé, chène-liège, tomates, riz, maïs; bétail par ailleurs.

- Le système de rémunération est de type salaire: environ 5000 escudos par mois pour les hommes, et 4000 pour les femmes. Dans les villes, les grèves de 74, avaient imposé 6000 escudos comme salaire minimum pour les usines. Le principe est celui du salaire unique (avec des différences, seulement pour les bergers et les tractoristes qui sont un peu plus payés). Quand il y a des employés (pour la gestion des grandes coopératives, par exemple), ce sont souvent des étudiants, des gens de la ville, parfois quelqu'un du village un peu instruit, et ils sont payés 6000 escudos par mois. Cette pratique du salaire unique se revendique du mot d'ordre à «travail égal, salaire égal», mais n'est pas à proprement parlé issu des aspirations de masse. C'est une pratique qui a été introduite et réglementée par les syndicats agricoles, constitués par le PCP après le 25 Avril 1974. L'enquête nous a montré qu'elle entre en contradiction avec les intérêts de masse, et soulève peu à peu des mécontentements - liés à une même rémunération pour des travaux en réalité différents - et convient parfaitement, on le verra, aux intérêts capitalistes de la nouvelle bourgeoisie dans les campagnes.

- La commercialisation de la production se fait pas des circuits économiques capitalistes. Parfois, une partie de la production est réservée au peuple des campagnes et sa vente organisée dans ce cas par une coopérative de consommation liée à la coopérative de production.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE DES CLASSES DANS LES CAMPAGNES APRES L'OCCUPATION DES TERRES

Tout de suite après l'occupation des terres, la résistance des anciens latifundiaires est transitoirement neutralisée. La bourgeoisie libérale moderniste (qui a impulsé le coup d'État du 25 Avril) entérine leur expropriation - qui met fin à un mode d'exploitation des terres jugé insuffisamment modernisé et rentable. Le MFA intervient souvent en se mêlant aux occupations des terres: il s'interpose entre le mouvement de masse et les propriétaires, jouant un rôle de tampon et de frein, sous couvert d'être là «en appui» au mouvement de masse. Des travailleurs nous diront que les femmes voulaient rechercher les anciens fascistes, exercer sur eux la vengeance populaire des années de misère et d'oppression sanglante. Le MFA est intervenu pour empêcher l'affrontement antagonique, de même qu'il avait protégé, dans les villes, la police politique fasciste, et le départ de Caetano et Tomas. Il s'agissait d'empêcher du même coup les masses de s'armer pour mener à bien ces tâches.

Le Parti Communiste Portugais a d'abord tout fait pour restreindre les cibles de la révolte des campagnes: à l'obligation d'embauche, pour les propriétaires, sur les terres en friches; à l'obtention des droits syndicaux; et à l'augmentation des salaires. Il s'agissait d'une sorte d'aménagement bourgeois moderne du système social existant, qui leur permettait d'édifier un réseau de syndicats agricoles (inexistants sous le fascisme). Leur deuxième tentative a été d'essayer de canaliser le mouvement d'occupation des terres sur les seules terres non cultivées. Cette politique a été également mise en déroute par le mouvement de masse dont les objectifs propres étaient bien de détruire l'ancien système de propriété et d'établir le travail collectif.

Le PCP et le MFA ont alors publié la fameuse loi capitaliste de «Réforme Agraire», avec pour double objet :

- de «nationaliser» les terres occupées: c'est-à-dire de remplacer le contrôle exercé sur les terres par les travailleurs organisés, par un contrôle de l'État bourgeois, en «légalisant» sous cette condition, les occupations.
- de confier à des techniciens agricoles de l'État (ceux de l'INRA; et des «centres régionaux de la Réforme Agraire créés à cet effet) une organisation du travail et de la production basée sur l'octroi d'un crédit.

Cette loi est la base juridique de l'infiltration du PCP dans les coopératives de production. Le personnel des syndicats agricoles, les techniciens des C.R.R.A., et une fraction

des travailleurs des Commissions Directives en sont les agents. Cette infiltration se développe vers la fin de l'été 1975.

(Elle est liée à un changement général de la tactique du PCP par rapport à la «révolution démocratique et populaire»: isolé dans les villes, dans les usines, il tente de faire du Sud un fief de masse entièrement quadrillé par ses forces. Chassé du Nord par la formidable révolte de masse paysanne de l'été 75, il s'efforce de diviser le peuple des campagnes, de riposter en dressant le Sud contre le Nord. Il se lance dans une gigantesque campagne de calomnies contre les paysans du Nord - qui, au total, échouera largement: il y a chez les travailleurs agricoles du Sud une conscience aigüe de la misère du peuple du Nord, et de la communauté des problèmes paysans).

L'infiltration du PCP dans les coopératives passe par la substitution aux aspirations démocratiques révolutionnaires du mouvement de masse, d'orientations capitalistes:

1- Les bonzes syndicaux et les techniciens, grassement payés, essaient d'obtenir la «légalisation» des terres, donc le changement du système de propriété instauré par les paysans. Souvent par la ruse, en prétendant que «cela ne change rien pour la coopérative».

2- Ils poussent dans de nombreux cas, à occuper de force les terres de petits paysans, propriétaires ou fermiers. Cette politique, (exploitée ensuite, par la propagande fasciste, «contre les partageux») isole les travailleurs des coopératives par rapport à l'ensemble du peuple des campagnes. Cette politique est dans la logique capitaliste d'instaurer les coopératives de production en unités capitalistes puissantes, et de se servir du mouvement de masse lui-même pour obtenir une liquidation accélérée des petits paysans dont le projet de capitalisme d'État ne s'encombre pas.

Elle manifeste la haine fondamentale de la nouvelle bourgeoisie pour le petit paysan - haine qui s'explique par son projet d'établir dans les campagnes de stricts rapports capitalistes, en réduisant les paysans au statut de salariés employés de coopératives d'État.

3- Cette logique capitaliste se retrouve dans l'introduction par les syndicats agricoles, du salaire égal comme forme de rémunération dans les coopératives de production. Cette mesure est acceptée par les masses, transitoirement, parce qu'elle représente une amélioration de leurs conditions de vie par rapport aux salaires misérables du temps des latifundiaires. Mais elle est en contradiction avec la forme de propriété et de travail communautaire: cet égalitarisme abstrait («même travail, même salaire») renforce, en fait, les inégalités entre les travailleurs de la coopérative, et paralyse la transformation des rapports sociaux dans le travail.

En revanche, il sert à la nouvelle bourgeoisie, dans les coopératives, pour accumuler des bénéfices considérables. Puisque (quelle que soit sa production), le salaire reste fixe, il y a une véritable extorsion de capital sur le dos des travailleurs.

4- Cette politique est couverte par le secret: les Commissions Directives, aux mains des nouveaux bourgeois, s'arrangent pour ne pas rendre de comptes devant l'Assemblée Générale de la coopérative, pour supprimer les pratiques de démocratie de masse et désaisit les travailleurs de tout contrôle sur la production. Ces Commissions Directives s'engagent souvent dans une spéculation effrénée (une d'entre elle avait ainsi investi dans l'achat d'un cinéma !).

En 1976, les révisionnistes parviennent à contrôler une bonne partie des coopératives de production. Mais ils n'hégémonisent pas la conscience des travailleurs agricoles.

Contre l'ensemble de ces pratiques, la révolte de masse se développe, en particulier contre le secret qui entoure la gestion. Un certain nombre de groupes de travail, ayant la conviction qu'ils sont en train de perdre tout contrôle sur les coopératives, s'en retirent, au cours de l'été 76, et se réorganisent en coopératives de production plus petites. Dans les grandes coopératives elles-mêmes, des divisions, des luttes et des scissions apparaissent sur les principes d'organisation du travail et de la production et sur les questions de la direction. Les révisionnistes tentent d'étouffer la critique de masse, en menaçant les coopératives qui se sont détachées de leur contrôle, en renforçant le terrorisme social-fasciste: ils essaieront de pousser à la guerre entre les travailleurs des grosses coopératives et ceux qui les ont quittées; ils coupent

les crédits aux coopératives scissionnistes, essaient d'en débaucher les travailleurs; de mobiliser les travailleurs sous leur contrôle pour empêcher le travail sur les terres des nouvelles coopératives, etc...

Ceci va à la fois développer une conscience de masse contre le projet bourgeois et contre le terrorisme des «caciques» social-fascistes, et permettre une contre-campagne réactionnaire du Parti «socialiste» dans tout le Sud.

1977 : PÉNÉTRATION DU P.S., OFFENSIVE BOURGEOISE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE, ET RÉSISTANCE AUX DÉS OCCUPATIONS

Le PS brandit un anti-social-fascisme de droite pour influencer à son tour le mouvement des coopératives. Les manœuvres terroristes du PCP pour encercler les nouvelles coopératives scissionnistes permettent au PS de se présenter comme protégeant ces coopératives. Le gouvernement Soares enverra... la police (la PSP) en «protection» des travailleurs de certaines coopératives contre les autres. Sur la base de ce début de division du mouvement de masse, il estime possible de tenter en même temps les premières grandes offensives pour «désoccuper» les terres, forcer les travailleurs à en rendre la majeure partie aux anciens propriétaires. Ces attaques sont soigneusement préparées de Janvier à Octobre 1976, avec la complicité des officiers du MFA qui avaient suivi de près le mouvement d'occupation, et qui sont sollicités pour donner tous les renseignements militaires nécessaires.

Ce sont des opérations d'intimidation politique du mouvement de masse, des opérations militaires d'envergure, avec jeeps, chars, chiens policiers, GNR et PSP, hélicoptères. Elles s'accompagnent d'une intense campagne de propagande contre les travailleurs des coopératives, accusés de vouloir mettre le Portugal à feu et à sang.

La résistance rencontrée, dans cette 1ère phase, montre à la bourgeoisie qu'elle ne parviendra pas aisément à ses fins. Au total, d'Octobre 76 à Janvier 77, une centaine de coopératives sont «désoccupées». Mais quand la PSP et la GNR relâchent leur surveillance, des terres sont à nouveau occupées, comme à «Santiago» de Escoural.

L'offensive contre-révolutionnaire se poursuit sous d'autres formes, avec le vote au Parlement de la Loi Barreto, qui étend encore la surface des terres à rendre (70 000 ha de sec, au lieu des 50 000 ha de la loi du PCP).

Le PCP est une force capitularde face aux désoccupations. Partout, il décourage les travailleurs de résister sur les terres elles-mêmes, organisant seulement des manifestations «après coup» dans les villes et les villages.

LES PROBLEMES ACTUELS DE LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE DANS LES CAMPAGNES

En 1977, le mouvement des coopératives est donc divisé par la politique des 2 bourgeoisies, et confronté à une offensive contre-révolutionnaire de grande ampleur. PC et PS s'efforcent de le dévoyer en l'inscrivant de force dans leurs logiques capitalistes.

Dans cette situation, il ne fait pas de doute que seul le pôle politique maoïste intervient en appui, à l'intérieur du mouvement de masse, à la poursuite des objectifs démocratiques révolutionnaires du mouvement.

Les marxistes-léninistes-maoïstes du MRPP/PCTP ont entrepris de se lier aux masses des campagnes après le 25 avril 74, sur la base du mot d'ordre (défini par eux comme élément du programme de la «révolution démocratique et populaire»): la terre à ceux qui la travaillent, sans indemnisation aux latifundiaires. Cette liaison de masse leur a permis de formuler, en 75, l'existence de 2 «réformes agraires»: celle de la loi de la réforme agraire, et celle voulue et pratiquée par le mouvement des travailleurs agricoles.

En 1977, leur travail a pour objectif de soutenir la résistance aux désoccupations, avec pour axe: que les paysans révolutionnaires prennent la direction des coopératives.

Ils ont appelé les ouvriers et le peuple des villes à prendre position contre les désoccupations de terre. Cela s'est matérialisé, en 76, par les motions votées dans des usines, des lycées et des facultés, en appui à la résistance.

De notre enquête de l'été 77, il ressort, à notre avis, que le renforcement du mouvement de résistance dépend du renforcement de la voie révolutionnaire sur les questions d'organisation et de direction interne aux coopératives elles-mêmes.

Il existe une série de questions à propos desquelles il est possible de prendre appui sur la conscience révolutionnaire des masses pour définir la voie à suivre, par étapes:

- le droit au travail pour tous, y compris pour les femmes, (actuellement mises au chômage par les révisionnistes).
- la transparence de la comptabilité et de la gestion (liée à un interressement des travailleurs aux résultats effectifs de la production).
- l'organisation démocratique du travail et la question des salaires.

Il nous semble que le renforcement des coopératives ne passe pas seulement par la défense du système des coopératives en tant que tel (comme facteur important de la transformation économique de l'agriculture), ni seulement par le mot d'ordre du droit au travail pour tous dans les coopératives, mais aussi par la lutte de classe interne sur la question des rapports sociaux, et entre autres, sur le rapport aux femmes et aux petits paysans indépendants (dans les zones où ils sont en nombre).

Ces 2 points sont aussi 2 points-clés, pour la constitution du camp du peuple des campagnes autour des coopératives:

- . le rapport aux femmes: leur maintien au travail, leur droit à la politique
- . le rapport avec les petits paysans indépendants (plus: le rapport aux petits commerçants des villages, via les coopératives de consommation.

A notre avis, si les travailleurs agricoles ne se constituent pas en noyau dirigeant de ce peuple des campagnes, les coopératives seront isolées face aux manoeuvres des latifundiaires, des révisionnistes et du gouvernement.

SOIT LA POLITIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE, SOIT LE CAPITALISME

Cette situation de classe à la campagne est d'une importance considérable pour les questions de la révolution en Europe:

- C'est le **premier mouvement de masse politique** (de cette ampleur) de la révolution dans les campagnes.
- Il s'agit d'une lutte des classes qui oppose, dans les conditions politiques contemporaines, les projets capitalistes des 2 bourgeoisies pour la campagne, et un véritable projet démocratique révolutionnaire de transformation des campagnes sous le contrôle de composantes importantes du peuple des campagnes: salariés agricoles, femmes, ex-chômeurs.
- Il met en lumière de façon particulièrement claire la **nécessité du pôle maoïste politique**: sans lui, pas de clarification de la lutte entre les 2 voies, pas de victoire prolongée, et consolidée par étapes de la voie démocratique révolutionnaire sur la voie capitaliste et les contre-offensives bourgeoises de tous bords. L'autonomie révolutionnaire de masse se renforce à la mesure du développement pas à pas du pôle maoïste lui-même comme authentique pôle politique révolutionnaire.
- L'enquête de masse que nous avons menée cet été auprès des travailleurs des coopératives, en soumettant au débat avec eux notre point de vue sur la situation et les problèmes politiques qui leurs sont posés, nous a montré leur intérêt internationaliste propre pour la situation de classe à la campagne dans notre pays. Les réunions de masse avec eux ont été de grands moments de l'internationalisme prolétarien vivant, dans ses formes d'aujourd'hui.



Réunion de masse, à la pause, des Comités PROPV avec les femmes de la coopérative «désannexée» de Moura (été 77).

«LE MARXISTE - LÉNINISTE»

Journal central de l'UCFML.

Publications des Comités Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincre

REVUE: Luites de classes au Portugal
JOURNAL: Nouvelles du Portugal Révolutionnaire et brochures: BP 247-75 564 Paris Cedex 12

Brochures de l'UCFML aux Éditions Potemkine:

- Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme (5F)
- Angola, Cuba, URSS: Internationalisme prolétarien et social-impérialisme (3F)
- Le plan Barre dans la conjoncture (5F)
- Le Maoïsme et la situation actuelle en Chine (3F)
- Le Maoïsme, marxisme de notre temps. (3F)
- Face aux élections, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes (2F)
- Une étude maoïste: la situation en Chine et le mouvement dit «de critique de la bande quatre» (4F)

Publication du groupe Foudre:

Feuille Foudre: A. Auger 14 rue du Chateau d'eau 75 010 Paris.

Le «Marxiste-Léniniste» et toutes les publications de l'UCFML aux Éditions Potemkine sont en vente aux librairies:

- librairie POTEMKINE, 2 place Notre-dame du Mont 13 006 Marseille
- librairie FLORÉAL, 121 avenue du Maine 75 014 Paris (métro Gaité)

LE MARXISTE-LÉNINISTE est diffusé par les N.M.P.P.

Directeur de Publication: P. Gonin
Dépot légal 4/77 Commission Paritaire
No 56220

ABONNEMENTS ET CORRESPONDANCE:

«le Marxiste-Léniniste» B.P. 278 - 75 827
Paris Cédex 17.

CCP: 3458161 L - La source.

Prix de l'abonnement (sous pli fermé):
(inclus toutes les brochures de l'UCFML parues dans l'année aux Ed Potemkine):
simple : 60 F
soutien: 100F et plus